

Le spectre d'une "stratégie de la tension" au Burundi

@rib News, 24/12/2012 Que la stratégie de la tension ne rime pas avec 2013 au Burundi. Par Martin Kazirukanyo La stratégie de la tension consiste à : imposer le débat, installer le doute des dirigeants d'un Etat souvent dit faible, créer l'incertitude non gérable chez les citoyens en les faisant craindre le chaos et en les poussant vers des actions désespérées, amener les milieux sociaux vers des revendications sans issue, cautionner toute idée avilissant le pouvoir en place et en le dénigrant systématiquement malgré ses réalisations, appuyer tout groupe qui se veut vouloir bloquer toute initiative novatrice en la qualifiant d'office de nœud pour la société en vue d'arracher l'assentiment de la population en faveur du statu quo, etc. Bref, tout paralyser sauf si ces dirigeants acceptent le dictat.

Je voudrais rappeler ici la conclusion de Hassan Ngendakumana dans son article publié sur arib.info en date du 17 décembre 2012 concernant le rapport de Transparency International à propos du classement de ce think tank ; que le Burundi ne devrait pas paniquer, les visées de ce Think tank sont principalement la diffusion du schéma « Fear, Uncertainty and Doubt » (peur, incertitude et doute). Un pays du tiers monde disposant d'normes potentiels économiques, malgré la mise en place des instruments de bonne gouvernance, ces Think tanks tenteront d'influencer la perception de son audience en disséminant des informations négatives, souvent vagues et inspirant la peur aux investisseurs privés éventuels, donnant le champ libre à ces sociétés qui sont patronnes de ces Think tanks. Le cas de Birmanie est un bon exemple qui illustre tout. Une frange de la société civile burundaise a décidé de se faire le chantre et le cheval de Troie de ces lobbies internationaux en salissant systématiquement l'image du Burundi, ses dirigeants et ses institutions. Dès lors, je pense qu'il n'est jamais trop tard pour faire du bien, que cette frange devrait se faire violence et cesser d'ouvrir comme tant une opposition politique feutrée ou de jouer le rôle de bras armé pour l'ADC-Ikibiriro que se cantonner dans des affirmations de style, sans aucune contre-proposition valable par rapport au projet porté par le gouvernement en place. Pour cette frange de la société civile son hégémonie médiatique actuelle et son appui philosophique scientifique, devraient les engager dans des actions concrètes de renforcement des capacités nationales en faisant des choix éclairés de sorte que le manque de préparation et d'information du citoyen soit comblé et que l'on réponde à la diversité de ses attentes. Elle devrait également éviter la confusion des genres. Sa spécificité devrait résider dans son indépendance d'esprit et d'action car je pense que le Burundi a plutôt besoin d'un véritable système socio-économique avec des partenaires sociaux engagés, libres et initiateurs de projets d'avenir. Et pourtant, jamais aucun gouvernement burundais depuis l'indépendance du pays n'a accompli, en aussi peu de temps, autant de réalisations utiles à la population, importantes et prestigieuses dans des domaines aussi complexes notamment les mesures en faveur de la santé publique, l'enseignement, les secteurs sociaux et les infrastructures, malgré l'acharnement des défaits qui ne cessent de tirer à tout bois sur toute action initiée par le gouvernement burundais, en déclarant à gorge déployée que le gouvernement fait fausse route, qu'il s'agit de mesures prématurées, non préparées et sans affecter suffisamment. Qu'il s'agit d'un échec garanti sur facture bien annoncé. Il est agaçant voire insultant pour la population burundaise de voir comment les "oiseaux de mauvaise augure" qui avec "leurs critiques unilatérales" à travers des mass media, oublient les conditions dans lesquelles le gouvernement a dû travailler pour améliorer des situations catastrophiques héritées de la période qui a duré plus de 40 ans avec une dictature militaire brutale. Oui, on peut le dire le Burundi vient de loin et il va dans la bonne direction. C'est vrai, le Burundi a besoin d'une bonne gouvernance pour pouvoir effectivement reformer son économie, attirer des investissements, stimuler l'épargne et créer un environnement propice aux activités du secteur privé. Dès lors, jusqu'à présent le rôle de la société civile que nous attendons, et le but de la promotion d'une bonne gouvernance au profit du citoyen, comme ça se fait partout ailleurs dans le monde, n'est pas encore joué de façon positivement efficiente alors que la nécessité se pose avec acuité actuellement au siècle de l'intégration et de la mondialisation. Afin de renforcer les acquis du Burundi nouveau que notre pays montre déjà via de symptomes de dynamisme de tout genre malgré la résistance résiduelle et tenace de certaines catégories sociales qui hier faisaient plutôt la pluie que le beau temps. De fait, les critiques adressées contre le système actuel en place s'inscrivent dans un jeu de positionnement personnel dans lequel celui qui ose cracher sur le pouvoir en place, espère rendre public son courage supposé et sa sagacité de façon nécessaire et suffisante pour mériter le respect de tous et dès lors revendiquer une position sociale préférentielle haute pour éventuellement se faire inviter dans les circonstances le permettent au partage du gâteau. C'est pour quoi il importe, et ce, de façon pressante aux chargés de la communication du gouvernement en place de montrer et démontrer l'illusion spéculative que cette frange de la société civile tend à faire régner sur l'espace socio-politique national et parmi nous. Sachons-le, tout le monde aspire à la vie meilleure, à la sécurité, à la liberté, à l'éducation, à la propriété, à la vie sociale, à la production, à la richesse. La démocratie retrouvée au Burundi ne signifie pas seulement un changement politique mais la naissance d'un nouvel espace qui s'enracine dans un lointain passé, nouveauté qui met directement en cause l'identité de l'homme. Il est à constater qu'au Burundi certains refusent d'adhérer à cette nouvelle naissance de l'Etat qui présente un nouveau visage que beaucoup ailleurs avaient caressé de loin et sont morts sans jamais le voir. Le système dictatorial que nous avons connu pendant plus d'une génération a laissé des traces visibles encore aujourd'hui lorsqu'on analyse le comportement de certains de nos concitoyens. D'ailleurs, il ne pouvait pas en être autrement car un système totalitaire se sert des sujets humains et les construit de telle manière que leur rapport à eux-mêmes et au monde perpétue la logique interne du système sans qu'une partie extérieure non maîtrisée n'intervienne. Intellectuellement parlant, il faut s'interroger sur le pourquoi de cette aliénation mentale qui se voudrait être liée au manque d'activation de l'esprit critique. Son caractère étant donc à « fixiste » et à « anti-progressiste ». Dans ce contexte, il est souvent constaté que les thèses soutenues par des personnes victimes d'aliénation sont rarement l'expression d'une expérience personnelle et encore moins d'une investigation intellectuelle ; mais parfois les thèses d'une personnalité aliénée peuvent être partagées par « un large public » induit en erreur par le caractère séduisant des propos tenus à longueur de journées par des sources jugées être indiscutables et de références sages par ces victimes consentantes. Alors, ces thèses s'appuient et trouvent une

justification sur une autorité intellectuelle respectable et, comme telle, cette autorité est sensée être toujours « la mieux renseignée » pour juger des choses. Le rapport du sujet à cette autorité est « fusionnel », il comporte un « autoritarisme » de type exclusiviste. Ainsi, les personnes aliénées ferment l'horizon à tout changement ou à toute progression. L'aliénation regardant le passé de l'Histoire avec nostalgie et l'avenir comme une chose non pensable. L'une des plus graves confusions actuelles consiste à certains de croire qu'ils occupent la place centrale du « sujet » alors que les faits sociaux, économiques et politiques montrent le contraire. N'ayant jamais cherché à poser une définition claire de ce « sujet » et ses demandes existentielles « radicales », la confusion en est d'autant plus grande qu'elle se nourrit du quotidien du pessimisme entretenu par l'auto-intoxication philosophique générant une sorte d'aversion à toute action par le pouvoir en place. Qu'on se le dise, nul processus ne pourra annihiler dans nos mémoires le souvenir douloureux du passé mais la forte conviction que le meilleur reste à venir contribuera à transcender ces blessures et faire jaillir l'optimisme agissant vers une nation conciliée et prospère. Ainsi, le Burundi d'aujourd'hui et de demain a besoin d'hommes et de femmes qui ne se définissent pas par des prises de positions politiques ou économiques mais par leur capacité de se connaître soi-même et par leur disposition à participer au relèvement des différents défis auxquels le Burundi doit faire face sur le plan national, sous régional et international. Que l'année 2013 nous apporte à tous, la paix, des cultures, la concorde, la croissance économique, la production qui ouvre la porte à la santé, à la scolarisation, à la communication, à la liberté et que le Burundi consolide son creuset du lait et du miel.